

Commerce interprovincial

Cette expérience aurait dû nous inciter à nous demander pourquoi nous avons cette mosaïque de règlements différents qui accordent des préférences ou qui autorisent des différences d'une province à l'autre. Ces règlements résultent en grande partie de la nécessité et des impératifs économiques. Si l'économie d'une province est tributaire d'une certaine ressource, que ce soit les fruits et les légumes de l'intérieur de la Colombie-Britannique ou des produits semblables de la Nouvelle-Écosse, il importe pour les producteurs de ces ressources de trouver un moyen d'assurer leurs débouchés contre tous les aléas du transport et parfois de la géographie, à moins de faire faillite.

Les Canadiens ont développé au fil des ans un genre qui leur est particulier en acceptant de payer un peu plus pour maintenir ce curieux amalgame de régions qui s'appelle le Canada. On dit que nous ne sommes pas le produit des théories économiques d'Adam Smith, que nous défions en quelque sorte la logique de ce théoricien du XVIII^e siècle ou celle de Donald Macdonald au XX^e siècle. Nous allons donc à l'encontre de ces théories et nous comportons en conséquence.

Je fais état de ces considérations importantes car, pour peu qu'on prenne au sérieux les objectifs proposés par le député visant à faire tomber les barrières interprovinciales, il faut reconnaître que l'ouverture des négociations commerciales avec les États-Unis a multiplié ce problème à l'infini. En effet, non seulement ces négociations ont alourdi ce fardeau qu'assument les provinces depuis toujours pour aplanir leurs différences respectives, mais elles les forcent maintenant à résoudre celles qui les séparent de leurs concurrents américains. Nous avons eu un exemple de la mentalité particulière des Canadiens à la Chambre aujourd'hui. Des députés du NPD, du parti libéral et du parti conservateur sont intervenus pour défendre les intérêts des producteurs d'arbres de Noël de la Nouvelle-Écosse. Pourquoi ont-ils agi ainsi? Parce qu'ils savent que c'est une industrie importante dans cette province et qu'elle doit être représentée à la Chambre. Cela étant, nous savons que des questions essentielles sont en cause dans le cadre de ces négociations sur le libre-échange.

D'une part, les Américains veulent surtout battre en brèche nos programmes de subventions. C'est certes ce que j'ai constaté lorsque j'ai rencontré un négociateur important lors de mon séjour à Washington, il y a deux semaines. Il m'a dit, sans équivoque, que la question se résumait à une seule chose. Les Américains nous ont dit: «Nous n'aimons pas la façon dont vous subventionnez vos industries. Nous voulons que vous vous débarrassiez de ces subventions.» Cela vise les tarifs-marchandises en vigueur dans les Maritimes ainsi que les offices de commercialisation de la Colombie-Britannique. Cela vise la politique d'achat du Manitoba. On nous demande de supprimer tout cela. Les Américains nous ont dit: «Si vous voulez modifier nos politiques et nos lois concernant les droits compensateurs, si vous voulez un meilleur accès à nos marchés, soyez prêts à éliminer ou à réduire les programmes et les politiques qui ont assuré ou préservé la vitalité des régions du Canada». Ils nous ont dit que le libre-échange ne nous permettait pas d'avoir un tarif de transport maritime ou un office de

commercialisation des légumes ou des fruits en Colombie-Britannique. Les Américains insistent pour que toutes les régions du pays soient traitées sur un pied d'égalité.

En fait, le premier ministre du Canada (M. Mulroney) a accepté ce principe dans deux de ses principales déclarations officielles sur le libre-échange. Accepter ce principe, c'est s'engager à ne pas nuire aux activités ou aux entreprises des États-Unis en accordant la préférence à une entreprise de Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, du Québec ou de la Colombie-Britannique. Nous avons donc porté un rude coup aux producteurs de fruits et de légumes de la Colombie-Britannique, aux travailleurs des brasseries de la Nouvelle-Écosse et aux producteurs de maïs du sud de l'Ontario en leur disant que les préférences, les avantages ou la discrimination ne sont plus permis.

En présentant sa résolution en faveur d'une union économique nationale, le député doit bien se rendre compte que l'intégration dans un marché continental menace énormément cette union. Ce marché continental fonctionne selon certains principes fondamentaux qui risquent d'éliminer les 120 années de développement pendant lesquelles nous avons réussi à préserver l'équilibre régional au Canada.

Je constate la présence du nouveau député de Pembina (M. Van de Walle). Je sais qu'il s'intéresse aux propositions d'Hydro Ontario concernant l'utilisation du charbon albertain. Il serait très rentable pour la Colombie-Britannique et l'Alberta d'acheminer du charbon propre jusqu'au sud de l'Ontario pour produire de l'électricité. Néanmoins, les négociations sur le libre-échange ne leur permettent pas de le faire. En effet, les Américains disent: «Comment pouvez-vous accorder un tarif ferroviaire préférentiel pour transporter le charbon de l'Ouest en Ontario au dépens du charbon de l'Ohio, de l'Indiana ou de la Virginie?» C'est interdit. Nous ne pouvons pas le faire.

Si le député veut réellement essayer d'abaisser les barrières entre les provinces, ce qui représente un objectif très difficile à atteindre mais nécessaire, je lui dirais ceci: «Pourquoi négocier un accord d'intégration économique de tout le continent nord-américain qui va compliquer les choses encore beaucoup plus en éliminant tous nos programmes régionaux?» Je ne vois pas d'objection à négocier avec les États-Unis au sujet des questions commerciales. En tant que ministre, j'ai participé à ces négociations. J'ai négocié le nouveau pacte...

M. Forrestall: Vous l'avez laissé de côté pendant des années.

M. Axworthy: Non. J'ai fait aboutir les négociations au sujet des nouvelles routes aériennes, dans l'intérêt de la province d'où vient le député de Dartmouth—Halifax-Est (M. Forrestall), en ouvrant des routes jusqu'à Boston et jusqu'aux marchés de la Nouvelle-Angleterre. Mais il s'agit d'initiatives isolées. Nous ne nous sommes pas engagés à traiter toutes les régions sur un pied d'égalité, principe qui menace les tarifs-marchandises des Maritimes, les offices de commercialisation et les politiques d'achat qui permettent à notre pays de stimuler ces industries sur une base régionale.